

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTERE DES FINANCES

[2000/42003]

Prix courant des effets publics, actions et obligations

Le prix courant formé par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, conformément aux arrêtés royaux des 16 décembre 1926 et 31 mars 1936, pour fixer la valeur des effets publics, actions et obligations est publié en francs belge et en € en suppléments au *Moniteur belge* de ce jour.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2000/42003]

Prijscourant der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven

De prijscourant opgemaakt door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, overeenkomstig de koninklijke besluiten van 16 december 1926 en 31 maart 1936, om de waarde vast te stellen der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven, wordt gepubliceerd in Belgische frank en in € als bijvoegsels tot het *Belgisch Staatsblad* van heden.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[C - 2001/02017]

14 MARS 2001. — Circulaire n° 504 relative à l'institution d'un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4

Aux administrations et autres services des administrations fédérales ainsi qu'aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de l'Etat.

Madame la Ministre,

Monsieur le Ministre,

Madame la Secrétaire d'Etat,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer la teneur de la présente circulaire à tous les services, administrations et organismes intéressés soumis à votre autorité, contrôle ou tutelle.

L'arrêté royal du 13 mars 2001 institue un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4.

L'agent qui opte pour ce congé préalable à la mise à la retraite s'engage à prendre sa pension de retraite légale anticipée lorsqu'il atteint l'âge de 60 ans.

QUI ENTRE EN CONSIDERATION ?

Les agents des niveaux 3 et 4 des ministères, des organismes d'intérêt public et des établissements scientifiques peuvent introduire leur demande s'ils :

— ont au moins atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 2000;

— et compteront, à l'âge de 60 ans, au moins 20 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite dans le secteur public.

Sont exclus du champ d'application de l'arrêté royal du 13 mars 2001 les agents des niveaux 3 et 4 qui peuvent déjà bénéficier d'autres régimes de congé préalable à la mise à la retraite. Sont ainsi visés ici :

— le régime applicable aux Services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires;

— le régime applicable à certains agents des Services opérationnels de la Protection civile.

Pour être clair, les conditions d'ancienneté prévues dans ces régimes sont plus exigeantes que celles imposées dans l'arrêté royal du 13 mars 2001. Dans les deux cas précités, les agents doivent compter au moins 25 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension. Les agents qui ne peuvent bénéficier de ces régimes ou égard aux conditions d'ancienneté peuvent recourir au régime de congé préalable à la mise à la retraite instauré par l'arrêté royal du 13 mars 2001.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[C - 2001/02017]

14 MAART 2001. — Omzendbrief nr. 504 betreffende de invoering van een verlof voorafgaand aan de pensionering ten gunste van ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4

Aan de besturen en andere diensten van de federale administraties en de instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van de Staat,

Mevrouw de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mevrouw de Staatssecretaris,

Mijnheer de Staatssecretaris,

Ik zou het op prijs stellen indien U de inhoud van deze omzendbrief zou meedelen aan alle betrokken diensten, besturen en instellingen, waarover U gezag, de controle of het toezicht uitoefent.

Het koninklijk besluit van 13 maart 2001 voert een verlof in voorafgaand aan de pensionering ten gunste van ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4.

De ambtenaar, die voor dit verlof voorafgaand aan de pensionering kiest, gaat de verplichting aan het vervroegde wettelijke rustpensioen op te nemen bij het bereiken van de leeftijd van 60 jaar.

WIE KOMT ER IN AANMERKING ?

Ambtenaren van niveau 3 en 4 van de ministeries, instellingen van openbaar nut en wetenschappelijke instellingen kunnen hun verzoek indienen als ze :

— op 31 december 2000 ten minste 55 jaar oud zijn;

— en op 60-jarige leeftijd ten minste 20 in aanmerking komende dienstjaren tellen voor de opening van het recht op rustpensioen in de openbare sector.

Ambtenaren van niveau 3 en 4 die reeds kunnen genieten van andere stelsels van verlof voorafgaand aan de pensionering worden uitgesloten van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 13 maart 2001. Men bedoelt hiermee :

— de regeling die geldt voor de Buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen;

— deze voor sommige ambtenaren van de Operationele diensten van de Civiele Bescherming,

Ter verduidelijking de anciënniteitsvoorwaarden die in deze stelsels vermeld zijn, zijn hoger dan diegene die in het koninklijk besluit van 13 maart 2001 opgelegd worden. In beide gevallen geldt dat de ambtenaren ten minste 25 in aanmerking komende dienstjaren moeten tellen voor de opening van het recht op pensioen. Ambtenaren die voor deze stelsels niet in aanmerking komen omwille van anciënniteitsvoorwaarden, kunnen van het door dit koninklijk besluit van 13 maart 2001 ingestelde stelsel van verlof voorafgaand aan de pensionering wel gebruik maken.

Un agent qui se trouve dans le régime du départ anticipé à mi-temps ou qui a déjà introduit une demande pour entrer dans ce régime, peut encore passer à ce régime de congé préalable à la mise à la retraite (loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, article 3, § 2).

Il est demandé aux services du personnel de veiller, compte tenu de la date d'autorisation, à ce que le passage de n'importe quel régime de congé existant au congé préalable à la mise à la retraite se fasse de manière souple.

Par exemple, un agent qui se trouve dans le régime du congé pour interruption de la carrière professionnelle doit pouvoir passer sans problème vers le congé préalable à la mise à la retraite étant donné que l'article 126, § 1^{er} de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat prévoit que l'agent peut renoncer à l'interruption de la carrière moyennant un préavis de deux mois, à moins que l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court.

Un agent qui se trouve dans le régime de la semaine volontaire de quatre jours doit également pouvoir passer sans difficultés au congé préalable à la mise à la retraite étant donné que l'article 7, § 2 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public prévoit que l'agent peut mettre fin au régime de travail moyennant un préavis de trois mois, à moins que l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court.

COMMENT INTRODUIRE LA DEMANDE ?

Je demande aux chefs d'administration ou aux fonctionnaires dirigeants de diffuser le formulaire de demande repris en annexe I parmi tous les agents qui entrent en considération pour le congé préalable à la mise à la retraite.

Il leur est également demandé de bien vouloir informer mes services avant le 15 mai 2001 du nombre de demandes introduites auprès d'eux au 30 avril 2001. Il est demandé d'utiliser le formulaire qui est joint en annexe II de la présente circulaire. Le formulaire doit être envoyé au Service d'Administration générale à l'adresse suivante : Cité administrative de l'Etat, boulevard Pachéco 19, boîte 2, 1010 Bruxelles ou par e-mail à kristien.hemeryckx@mazfp.fgov.be

La demande de congé préalable à la mise à la retraite doit être introduite entre le 1^{er} mars 2001 et le 30 avril 2001.

Les intéressés doivent adresser leur demande à leur chef d'administration par lettre recommandée. Ils utilisent à cet effet le formulaire de demande qui constitue l'annexe I de la présente circulaire. Dans les organismes d'intérêt public, ils doivent adresser leur demande à leur fonctionnaire dirigeant.

Le chef d'administration ou le fonctionnaire dirigeant décide de la date de prise de cours du congé.

L'agent doit être informé avant le 15 mai 2001 par le chef d'administration de la date de prise de cours du congé.

Une fois la demande introduite, il n'est plus permis de revenir sur la demande du congé préalable à la mise à la retraite et la date de la mise à la retraite.

LE CALCUL DU REVENU

Cette période de congé est assimilée à une période d'activité de service. L'agent conserve ses titres à l'avancement dans l'échelle de traitement dont il bénéficiait avant le début du congé. En d'autres mots, il bénéficie encore des augmentations barémiques. Il ne peut toutefois plus faire valoir ses titres à la promotion lorsque la vacance d'un emploi est une condition à la promotion.

L'agent, en congé préalable à la mise à la retraite, perçoit un traitement d'attente égal à septante pourcent de son dernier traitement d'activité. Par dernier traitement d'activité, il y a lieu d'entendre le dernier traitement annuel brut, précédant la prise de cours du congé, qui serait versé à l'agent s'il accomplissait des prestations complètes, éventuellement augmenté des augmentations barémiques telles que déterminées à l'alinéa précédent.

Ce traitement annuel brut est éventuellement majoré de l'allocation de foyer ou de résidence et des suppléments de traitement qui sont pris en considération pour le calcul de la pension de retraite. Les compléments de traitement en question sont mentionnés dans l'article 8, § 2 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, telle que modifiée par la loi du 25 janvier 1999.

Par ailleurs, il va de soi que le traitement d'attente est soumis aux mêmes règles que le traitement en matière de liaison à l'indice des prix à la consommation.

Een ambtenaar die zich in het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bevindt of reeds een aanvraag ingediend heeft om in dit stelsel te stappen kan zonder onderbreking overstappen naar dit stelsel van verlof voorafgaand aan de pensionering (wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, artikel 3, § 2).

De personeelsdiensten wordt gevraagd om de overgang van eender welk bestaand verlofstelsel naar het verlof voorafgaand aan de pensionering, rekening houdend met de datum van toelating, soepel te laten verlopen.

Bijvoorbeeld, een ambtenaar die zich in het stelsel van het verlof voor loopbaanonderbreking bevindt, moet probleemloos kunnen overstappen naar dit verlof voorafgaand aan de pensionering gezien artikel 126, § 1 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verlopen en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen voorziet dat de ambtenaar de loopbaanonderbreking kan opzeggen met een opzegperiode van twee maanden, tenzij de overheid waarvan hij afhangt een kortere periode aanvaardt.

Een ambtenaar die zich in het stelsel van de vrijwillige vierdagen-week bevindt, moet eveneens zonder problemen kunnen overstappen naar dit verlof voorafgaand aan de pensionering gezien artikel 7, § 2 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector voorziet dat de ambtenaar een einde kan maken aan de arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder hij ressorteert een kortere termijn aanvaardt.

HOE DE AANVRAAG INDIENEN ?

Ik vraag de hoofden van de besturen of de leidinggevende ambtenaren om het aanvraagformulier in bijlage I te verspreiden onder alle ambtenaren die in aanmerking komen voor het verlof voorafgaand aan de pensionering.

Zij worden ook gevraagd mijn diensten vóór 15 mei 2001 op de hoogte te brengen van het aantal aanvragen dat op 30 april 2001 bij hen ingediend werd. Er wordt gevraagd om het formulier te gebruiken dat als bijlage II aan deze omzendbrief is toegevoegd. Dit formulier moet worden gestuurd naar de Dienst van Algemeen Bestuur, op het volgende adres : Rijksadministratief Centrum, Pachecolaan 19, bus 2, 1010 Brussel, of per e-mail naar kristien.hemeryckx@mazfp.fgov.be

De aanvraag voor het verlof voorafgaand aan de pensionering moet gebeuren tussen 1 maart 2001 en 30 april 2001.

De betrokkenen dienen hun aanvraag te richten aan hun hoofd van het bestuur per aangetekende brief. Zij maken daarbij gebruik van het aanvraagformulier dat als bijlage I aan deze omzendbrief werd toegevoegd. Bij de instellingen van openbaar nut dienen zij hun aanvraag te richten tot hun leidinggevende ambtenaar.

Het hoofd van het bestuur of de leidinggevende ambtenaar beslist op welke datum het verlof aanvangt.

Vóór 15 mei 2001 moet de ambtenaar op de hoogte gebracht worden van de aanvangsdatum van het verlof door het hoofd van het bestuur.

Op de aanvraag tot voorafgaandelijke inverlofstelling en de datum van pensionering, kan na het indienen van de aanvraag niet meer teruggekomen worden.

DE BEREKENING VAN HET INKOMEN

Deze verlofperiode wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld. De ambtenaar behoudt zijn rechten op bevordering in de weddenschaal die hij vóór de aanvang van het verlof had m.a.w. de baremieke verhogingen krijgt hij nog. Hij kan echter geen aanspraak meer maken op bevordering wanneer er als voorwaarde voor de bevordering vereist is dat er een betrekking vacant is.

De ambtenaar, met verlof voorafgaand aan de pensionering, ontvangt een wachtgeld gelijk aan zeventig percent van zijn laatste activiteitswedde. Onder laatste activiteitswedde dient te worden verstaan de laatste toegekende bruto-jaarwedde, voorafgaand aan de aanvang van het verlof, die aan de ambtenaar zou worden uitgekeerd wanneer hij volledige prestaties zou volbrengen, eventueel verhoogd met de baremieke verhogingen zoals bepaald in voorgaande alinea.

Eveneens wordt deze bruto-jaarwedde verhoogd met de hard- en standplaatstoelage en de weddenbijslagen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het rustpensioen. De betrokken weddenbijslagen staan vermeld in artikel 8, § 2 van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, zoals gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999.

Daarbij spreekt het vanzelf dat het wachtgeld aan dezelfde regels onderworpen is als de bezoldiging inzake de koppeling aan de index van de consumptieprijzen.

Les agents perçoivent également 70 % du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année dont ils bénéficieraient dans le cadre de prestations complètes.

Le traitement d'attente est déclaré fiscalement comme revenu de remplacement (rubrique G) et est donc également taxé par le fisc. Pour le précompte professionnel, les tableaux des pensions sont utilisés, la rémunération nette étant ainsi plus élevée que 80 % de la rémunération pour des prestations complètes.

CUMUL AVEC D'AUTRES REVENUS

Les membres du personnel statutaires qui bénéficient du congé prévu peuvent, moyennant autorisation préalable de l'employeur, exercer une autre activité professionnelle. Dans le cas cependant où les revenus de cette activité professionnelle dépassent les limites prévues aux articles 4 et 9 de la loi du 5 avril 1994 réglant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement, le traitement d'attente sera réduit ou suspendu de la même manière qu'une pension de retraite.

Ces limites diffèrent selon la nature de l'activité exercée.

S'il s'agit d'une activité professionnelle en tant que travailleur, le traitement d'attente est intégralement payé lorsque les revenus bruts sont inférieurs à 293 515 BEF (7 276,05 EUR). Si ces revenus se situent entre 293 516 BEF (7 276,06 EUR) et 337 542 BEF (8 367,46 EUR), le traitement d'attente est réduit de 1 à 15 %, en fonction du dépassement exprimé en pourcentage du montant limite de 293 516 BEF (7 276,06 EUR). Si ce montant limite est dépassé de plus de 15 % (c.-à-d. à partir d'un montant de 337 543 BEF (8 367,47 EUR)), le traitement d'attente est suspendu.

S'il s'agit d'une activité professionnelle en tant qu'indépendant, les revenus nets (c.-à-d. les revenus bruts réduits des dépenses et charges professionnelles) sont pris en considération et les montants limites précités sont respectivement remplacés par 234 812 BEF (5 820,84 EUR), 270 033 BEF (6 693,96 EUR) et 270 034 BEF (6 693,97 EUR).

Si l'agent ou son épouse a des enfants à charge, les montants limites sont augmentés pour les travailleurs de 146 758 BEF (3 638,04 EUR) et pour les indépendants de 117 406 BEF (2 910,42 EUR).

En outre, il est souligné que le traitement d'attente peut avoir une influence sur la pension de survie dont bénéficie l'intéressé. A cet égard, il est rappelé que l'intéressé est obligé de déclarer la jouissance de ce traitement d'attente à l'organisme qui gère la pension de survie.

M. G. Richelle (F), 02-210.68.16, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire au sujet de la pension de retraite.

REMPACEMENT

Le chef d'administration peut, à concurrence des crédits de personnel libérés, moyennant l'accord préalable du Ministre du Budget, remplacer ces agents :

— soit, pendant la période de congé, par l'engagement de membres de personnel des niveaux 3 ou 4 par contrat de travail à durée déterminée de maximum deux ans;

— soit, par le recrutement d'agents nommés à titre définitif des niveaux 1 ou 2+.

Par dérogation aux dispositions précédentes, le chef d'administration peut, compte tenu des besoins du service, recruter des agents nommés à titre définitif des niveaux 3 et 4 moyennant l'accord préalable du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget.

En ce qui concerne le remplacement, je désire également souligner que celui-ci doit être réglé en respectant les modalités fixées dans la circulaire n° 456 du 17 février 1998 (*Moniteur belge* du 4 mars 1998). Remplacement des membres du personnel temporairement absents du service.

Lorsque l'agent, en congé préalable à la mise à la retraite, est titulaire d'une échelle barémique dont l'attribution est soumise à une vacance d'emploi, la procédure de promotion barémique peut être appliquée lors de son départ définitif, à condition que son emploi ne soit pas supprimé.

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration

L. VAN DEN BOSSCHE

De ambtenaren ontvangen eveneens 70 % van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage die zij zouden genieten zo zij volledige prestaties volbrengen.

Het wachtgeld wordt fiscaal aangegeven als vervangingsinkomen (rubriek G) en wordt aldus ook door de fiscus belast. Voor de bedrijfsvoorheffing worden de tabellen van de pensioenen gehanteerd waardoor de netto-bezoldiging hoger ligt dan 80 % van de bezoldiging voor voltijdse prestaties.

CUMUL MET ANDERE INKOMSTEN

De statutaire personeelsleden die genieten van het bedoeld verlof mogen, mits voorafgaande toelating van de werkgever, andere beroepsactiviteiten uitoefenen. Indien de inkomsten uit die beroepsactiviteiten de grenzen inzake cumulatie bepaald bij de artikelen 4 en 9 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen overschrijden, wordt het wachtgeld verminderd of geschorst op dezelfde wijze als een rustpensioen.

Deze grenzen verschillen naargelang de aard van de uitgeoefende activiteit.

Indien het een beroepsactiviteit als werknemer betreft wordt het wachtgeld integraal uitbetaald indien de bruto-inkomsten lager zijn dan 293 515 BEF (7 276,05 EUR). Liggen deze inkomsten tussen 293 516 BEF (7 276,06 EUR) en 337 542 BEF (8 367,46 EUR) dan wordt het wachtgeld verminderd met 1 tot 15 t.h., afhankelijk van de procentuele overschrijding van het grensbedrag van 293 516 BEF (7 276,06 EUR). Indien dit grensbedrag met meer dan 15 % (dit wil zeggen vanaf een bedrag van 337 543 BEF (8 367,47 EUR)) wordt overschreden, wordt het wachtgeld geschorst.

Indien het een beroepsactiviteit als zelfstandige betreft worden de netto-inkomsten (d.w.z. bruto-inkomsten verminderd met beroepsuitgaven en -lasten) in aanmerking genomen en worden voormelde grensbedragen respectievelijk vervangen door 234 812 BEF (5 820,84 EUR), 270 033 BEF (6 693,96 EUR) en 270 034 BEF (6 693,97 EUR).

Indien de ambtenaar of zijn echtgenote kinderen ten laste heeft, worden de grensbedragen voor de werknemers verhoogd met 146 758 BEF (3 638,04 EUR) en voor zelfstandigen met 117 406 BEF (2 910,42 EUR).

Bovendien wordt erop gewezen dat het wachtgeld een invloed kan hebben op het overlevingspensioen dat betrokkene geniet. In dit verband wordt eraan herinnerd dat de betrokkene verplicht is het genot van dit wachtgeld aan te geven aan de instelling die het overlevingspensioen beheert.

Voor meer informatie met betrekking tot het rustpensioen kan men terecht bij de heer C. Van den Abbeele (N), Administratie der Pensioenen op het nummer 02-210 67 80.

VERVANGING

Het hoofd van bestuur kan deze ambtenaren ten belope van de vrijgekomen personeelskredieten vervangen, mits voorafgaand akkoord van de Minister van Begroting :

— ofwel gedurende de verlofperiode door de indienstneming van personeelsleden van niveau 3 of 4 in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van maximaal twee jaar;

— ofwel door de werving van vastbenoemde ambtenaren van niveau 1 of 2+.

In afwijking van het voorgaande kan het hoofd van bestuur rekening houdend met de behoeften van de dienst, vastbenoemde ambtenaren van niveau 3 of 4 werven mits voorafgaand akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting.

Voor wat betreft de vervanging wil ik er ook op wijzen dat dit geregeld moet worden met respect voor de modaliteiten vastgelegd in omzendbrief nr. 456 van 17 februari 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 4 maart 1998). — Vervanging van tijdelijk uit de dienst afwezige personeelsleden.

Indien de ambtenaar, met verlof voorafgaand aan de pensionering, titularis is van een weddenschaal waarvan de toekenning afhankelijk is van een vacante betrekking kan bij zijn definitief vertrek de procedure van bevordering door verhoging in weddenschaal worden toegepast op voorwaarde dat zijn betrekking niet afgeschaft is.

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,

L. VAN DEN BOSSCHE

ANNEXE I - FORMULAIRE DE DEMANDE

CONGE PREALABLE A LA MISE A LA RETRAITE

I. PARTIE A REMPLIR PAR LE MEMBRE DU PERSONNEL

Nom et prénom :

Adresse privée :

Date de naissance : / /

Numéro de matricule : Grade :

Administration :

Service :

Années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite : au (1)

Date et signature :

II. PARTIE A REMPLIR PAR LE CHEF D'ADMINISTRATION (2) DU DEMANDEUR

Le demandeur a reçu un accusé de réception de la demande à la date suivante : / / 2001

Nom du chef d'administration :

Date et signature :

La date initiale de la période de congé est déterminée au : 01/06/2001 01/09/2001 01/12/2001 01/03/2002 01/06/2002

Le demandeur en a été informé le / /2001 (3)

Date et signature :

(1) A l'âge de 60 ans : 20 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

(2) Fonctionnaire dirigeant pour les organismes d'intérêt public.

(3) Prise de connaissance effective avant le 15 mai 2001.

BIJLAGE I - AANVRAAGFORMULIER

VERLOF VOORAFGAAND AAN DE PENSIONERING

I. VAK IN TE VULLEN DOOR HET PERSONEELSLID

Naam en voornaam :

Privé-adres :

Geboortedatum : / /

Stamnummer : Graad :

Administratie :

Dienst :

In aanmerking komende dienstjaren voor de opening van het recht op het rustpensioen : bereikt op (1)

Datum en handtekening :

II. VAK IN TE VULLEN DOOR HET HOOFD VAN BESTUUR (2) VAN DE AANVRAGER

Aan aanvrager werd een ontvangstbewijs van de aanvraag afgeleverd op de hiernavermelde datum : / /2001

Naam hoofd van het bestuur :

Datum en handtekening :

De ingangsdatum van de periode van het verlof wordt vastgesteld op

<input type="checkbox"/>	01/06/2001
<input type="checkbox"/>	01/09/2001
<input type="checkbox"/>	01/12/2001
<input type="checkbox"/>	01/03/2002
<input type="checkbox"/>	01/06/2002

De aanvrager werd daarvan op / /2001 in kennis gesteld (3)

Datum en handtekening :

(1) Op de leeftijd van 60 jaar. 20 jaar in aanmerking komende dienstjaren voor de opening van het recht op het rustpensioen.

(2) Leidinggevende ambtenaar voor instellingen openbaar nut

(3) Dit moet gebeuren vóór 15 mei 2001.

ANNEXE II — BIJLAGE II

CONGE PREALABLE A LA MISE A LA RETRAITE — VERLOF VOORAFGAAND AAN DE PENSIONERING

Veillez mentionner dans ce tableau le nombre des agents qui font usage du congé préalable à la mise à la retraite, compte tenu du niveau et de la date à laquelle l'agent commence effectivement ce congé.

Gelieve in deze tabel de aantallen te vermelden van de ambtenaren die gebruik maken van het verlof voorafgaand aan de pensionering rekening houdend met het niveau en de datum waarop de ambtenaar effectief dit verlof aanvangt.

Contactpersoon/telefoonnr. :

Naam van de instelling :

Personne à contacter/n° téléphone :

Nom de l'établissement :

	juin / juni 2001	septembre / september 2001	décembre / december 2001	mars / maart 2002	juin / juni 2002
Niv. 3					
Niv. 4					